

L'Italie annonce ne pas vouloir négocier avec la Suisse. Surprenant?

L'Italie ne l'a pas officiellement annoncé, il ne s'agissait que d'une réponse lors d'un débat parlementaire. Je ne suis pas au ministère, mais je pense que rien de particulier n'était prévu avec la Suisse avant cela.

Est-ce qu'il est possible d'y voir un lien avec l'arrivée de Mario Monti?

La question était préparée depuis la signature de l'Allemagne et du Royaume-Uni et devait être posée au gouvernement Berlusconi. Mario Monti n'a rien à voir avec cela.

Pourquoi cette annonce alors que la Suisse et l'Italie semblaient bien partis pour négocier?

Il y a plusieurs problèmes qui se mettent en avant. En premier lieu, le gouvernement italien a récemment proposé des alternatives pour ceux qui n'étaient pas en règle. Leur proposer une deuxième fois au travers d'un accord avec la Suisse n'est, d'un point de vue politique, pas bénéfique. Et pour beaucoup, cet accord signifie oublier le passé.

Il y a pourtant une clause sur le versement des avoirs non déclarés auparavant.

En effet, et cela rapportera de l'argent au gouvernement italien qui en a bien besoin actuellement. Mais les italiens ne le voient pas comme cela. Il s'agit clairement d'une opportunité pour les fraudeurs et il est très difficile d'assumer ça pour un gouvernement. Vous savez, si écrire de tels accord était si facile, cela ferait quinze ans qu'ils existeraient. Avec les obstacles politiques et de l'Union européenne, ils auront du mal à aboutir.

Mais l'Allemagne et le Royaume-Uni ont estimé ces accords comme étant légaux.

L'accord conclut avec l'Allemagne sera très difficile à appliquer puisqu'il est contraire à la convention en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 et qui concerne les pays de l'Union européenne et la Suisse. Il n'est pas possible de négocier quelque chose de différent de ce qui a été décidé.

Pour ce qui est du Royaume-Uni, la situation est légèrement différente. Les événements de la semaine dernière montrent qu'ils ne suivent pas toutes les directives européennes.

Ce n'est donc pas envisageable pour l'Italie de négocier un tel accord?

De nombreuses amnisties fiscales se sont déjà succédées depuis 2001. Et ce qu'il faut comprendre, c'est que l'Italie considère la Suisse comme un paradis fiscal. Légaliser les avoirs italiens en Suisse est très difficile vis-à-vis de ce que le gouvernement a déjà fait, en particulier lorsqu'il a perquisitionné les agences bancaires suisses en Italie.

La Suisse n'est plus considérée par l'OCDE comme un paradis fiscal.

Mais elle l'a été à plusieurs reprises. Depuis la liste noire de 1999, dans laquelle la Suisse se trouvait, rien n'a réellement changé.

Quel avenir pour ces accords fiscaux?

A tort ou à raison, l'Union européenne veut plus de transparence et la Suisse veut conserver son secret bancaire. Ces accords ne me semblent pas être la meilleure solution. Mais le mal est plus profond que cela. Il ne s'agit pas uniquement de problèmes fiscaux. Je pense qu'il faudrait revoir les accords bilatéraux dans leur ensemble plutôt que de ne s'occuper que d'un seul point.

Il est important que la Suisse et l'Union européenne réfléchissent à ce qu'ils vont faire d'ici vingt ou trente ans.

Comment faire évoluer les relations entre la Suisse et l'Italie?

Les tensions qui règnent actuellement sont absurdes. La Suisse et l'Italie sont deux voisins aux cultures proches. En Italie, nous avons besoin d'un gouvernement fort et courageux qui puisse reprendre les dossiers importants. Il n'est pas normal qu'un Italien qui dépose ses avoirs en Suisse soit immédiatement traité de fraudeur. Les organisations d'entrepreneurs doivent également prendre leurs responsabilités et se lancer dans cette bataille.

Il faut replacer le débat au centre, regarder quels sont les intérêts pour l'une et l'autre des parties et aller dans ce sens. La situation actuelle est très désagréable car l'Italie peut également faire beaucoup mieux.